

vient de prendre le Royaume-Uni aura de bons résultats, au moins jusqu'au jour où il rétablira l'équilibre dans le commerce. Mais la tentative échouera si le monde ne considère pas que la livre anglaise vaut \$2.80 en monnaie des États-Unis.

Ce n'est pas au gouvernement anglais de dire ce que vaut cette monnaie. Il adopte une loi disant qu'elle vaut tant, mais il lui faut imposer cette loi par des mesures policières, tout comme nous avons à le faire pour appliquer notre loi sur le contrôle de la monnaie. Ce qui revient à dire que les douaniers devront empêcher les gens de passer la frontière avec plus de \$150 en monnaie des États-Unis. Nous devons surveiller les postes de ravitaillement d'essence et les paradis pour touristes afin de voir à ce qu'ils n'accablent pas de dollars américains.

Accroître les mesures policières pour contrôler la valeur de notre devise, c'est reconnaître que celle-ci n'est pas universellement acceptée, et à moins qu'elle ne le soit à sa valeur nominale, le cours du change n'est pas véritable. Deux fois à la Chambre des communes, j'ai proposé l'abolition de la Commission de contrôle du change étranger. Je comprends toutefois qu'il est probablement impossible de prendre maintenant une décision précipitée. A moins de pouvoir nous libérer de la régie du change, à moins d'avoir une devise librement échangeable sur les marchés mondiaux, nous nous faisons illusion en croyant à une réelle restauration du commerce. Telle est la situation actuelle au Canada.

La mesure qu'on vient de prendre, celle dont a si vivement nié l'avènement mais qui devenait de plus en plus manifeste et inévitable avec le temps, n'allégera pas, à mon avis, la tension qui s'exerce sur notre économie. Elle ne nous facilitera pas le commerce international. Un mot seulement au sujet de ce commerce: à moins de pouvoir établir un commerce que nous maintiendrons avec le monde entier, nous dépendrons de plus en plus du marché des États-Unis. A mesure que nous perdrons des marchés, à mesure que l'accès de chaque marché nous sera de plus en plus fermé, parce qu'ils doivent encore nous verser 90c. en numéraire, notre commerce se concentrera de plus en plus sur le continent nord-américain.

Qu'est-ce à dire? Tout simplement que nous dépendons de plus en plus des États-Unis pour notre bien-être économique. On dira peut-être que c'est bien ainsi, que deux pays ne peuvent avoir de meilleurs sentiments réciproques, qu'on ne trouve nulle part autant de bonne volonté qu'il en existe dans les rapports entre les États-Unis et le Canada, que par conséquent il est bien qu'ils commer-

cent. En effet. Et plus notre volume d'échanges avec les États-Unis sera considérable, mieux ce sera. Par contre, si notre commerce avec les États-Unis grossit hors de toute proportion, si nous perdons nos marchés ailleurs ou s'ils se restreignent au point de ne plus compter, cette puissance qu'exerce un grand pays industriel dix fois plus grand que le nôtre mettra notre économie en danger. Or il est clair que si notre économie est en danger, notre vie politique l'est aussi. Notre commerce avec les États-Unis étant si considérable, notre économie risque d'être paralysée si, à cause d'une crise ou d'un excédent de produits aux États-Unis, nos marchés sont fermés, soit par une mesure du gouvernement, soit par le jeu des forces économiques. Si la chose se produit, notre avenir comme nation indépendante est gravement menacé.

C'est indiscutable. L'histoire des 25 dernières années en Europe nous démontre qu'un petit pays qui dépend intégralement d'un voisin plus fort perd la sécurité, et même son identité. Les petits pays qui sont demeurés n'ont pu vivre que parce qu'ils ont été commerçants vigoureux et producteurs autonomes. Ceux qui sont disparus sont ces petits pays qui sont passés tout à fait sous la coupe de leurs puissants voisins. Tel est le grave danger qui nous menace. Pour que nous subsistions, il faut que notre commerce soit à l'échelle internationale. Pas plus que nous ne pouvons refuser de collaborer avec les autres adhérents du Pacte de l'Atlantique, nous ne pouvons nous permettre de compter sur un unique marché.

La population canadienne n'a peut-être jamais eu à prendre une décision aussi grave. Jamais le commerce international n'a eu des répercussions aussi importantes pour le Canada. Il nous faut trouver une solution au problème monétaire. L'étaillage artificiel des monnaies au moyen du contrôle des changes n'apporte aucune solution au problème. La conclusion d'échanges commerciaux, d'accords bilatéraux, imposerait à notre pays libre des organismes commerciaux d'État. La canalisation à outrance de notre commerce vers les États-Unis nous asservirait à ce pays au point de mettre en péril notre bien-être économique.

J'ai proposé une solution que notre parti a inscrite dans son programme. C'est encore un élément important dans la vie canadienne. Assurons-nous d'une monnaie convertible. On estime que le seul commun dénominateur des monnaies est l'or ou une monnaie librement convertible en or à un cours fixe. Le dollar des États-Unis ne répond pas à ces exigences, monsieur l'Orateur, parce qu'il n'est pas convertible en or à cause du *United States Gold Act* qui interdit aux nationaux l'achat de l'or au prix statutaire de